

<https://ecoleetsociete.se-uns.org/Offensive-d-ampleur-des-conservateurs-contre-le-droit-a-l-avortement>



école & société

Offensive d'ampleur des conservateurs contre le droit à l'avortement

- Société - Actu -

Date de mise en ligne : lundi 2 novembre 2020

Copyright © ÉCOLE ET SOCIÉTÉ - Tous droits réservés

Octobre 2020 est un mois funeste pour le droit à l'avortement avec une offensive d'envergure menée par des conservateurs sur plusieurs fronts.

Droit à l'avortement en réel danger en Pologne

Ce pays qui a déjà une législation très restrictive en matière de droit à l'avortement vient, de fait, de le dé-légaliser. En effet, le Tribunal constitutionnel a cédé à la requête de députés du parti ultra-catholique nationaliste au pouvoir, Droit et Justice, et du parti d'extrême droite, Konfederacja. Ainsi, cette Cour a jugé anticonstitutionnel l'IVG pour des raisons de malformation du fœtus ; or 98 % des 1 100 avortements légaux pratiqués dans ce pays l'ont été pour ce motif en 2019.

De fait, la législation rend illégal ce droit, excepté si la vie de la mère est menacée, ou si viol ou inceste. Cette mesure va probablement augmenter le nombre d'avortements clandestins qui mettent en danger la vie des femmes et qui sont déjà à hauteur de 200 000 selon des ONG.

Déjà en 2016 et 2018, deux projets de loi visant l'interdiction totale de l'IVG avaient échoué après d'importantes manifestations de la population polonaise. Zébrée d'un éclair rouge, symbole de leur colère, celle-ci s'est fortement mobilisée avec de nombreux jeunes à travers tout le territoire malgré l'interdiction des rassemblements publics dans le contexte de la crise sanitaire. Les polonaises et les polonais ont dénoncé la décision du Tribunal constitutionnel et son inféodation au pouvoir catholique ultra conservateur. Ils ont réclamé un référendum car la société semble plus progressiste que les politiques. Selon un sondage d'IPSOS en 2019, 53% des interrogés seraient favorables à une législation garantissant le droit à l'avortement jusqu'à la douzième semaine de grossesse.

Sous la pression continue et massive des manifestations sur tout le territoire et notamment à Varsovie avec plus de 100 000 personnes le vendredi 30 octobre, le gouvernement polonais a décidé ce mardi 3 novembre de retarder la publication de l'interdiction du droit à l'avortement. En effet, le Premier ministre et le Président ont récemment émis une proposition intermédiaire qui autoriserait l'IVG en cas de malformations congénitales mortelles. Néanmoins, des groupes d'extrême droite et l'Église catholique ultra-conservatrice n'ont pas l'intention d'abandonner le combat.

32 pays contre l'avortement comme droit universel

À l'initiative du secrétaire d'État américain (et fervent évangéliste), Mike Pompeo, 32 pays ont cosigné la « *Déclaration du Consensus de Genève, déclaration pour la santé de la femme et le renforcement de la famille* » qui renie l'avortement comme un droit universel.

Les états signataires sont marqués par un conservatisme religieux et patriarcal. Ainsi, ils regroupent des pays comme les États-Unis, le Brésil, l'Irak, l'Arabie Saoudite, l'Égypte, le Soudan, l'Indonésie, le Pakistan... la Hongrie, la Biélorussie et la Pologne.

Le texte, sans valeur juridique, est une surenchère de ces conservateurs qui cherchent à se liguer contre les droits des femmes. En effet, il indique qu' « *il n'y a pas de droit international à l'avortement, ni obligation des États de financer ou de faciliter l'avortement* » ; il souligne également que l'IVG « *ne devrait, en aucun cas, être promu comme une méthode de planification familiale* ». De plus, celui-ci vante les « *familles traditionnelles* » afin de réduire les femmes à un rôle de génitrice.

L'avis du SE-Unsa

Pour le SE-Unsa, le contexte de crises multiples que connaît le monde voit le renforcement des conservateurs guidés par l'obscurantisme religieux. Ils exploitent les peurs et visent la régression des droits des femmes et celui de l'avortement. Il faut que les forces progressistes et laïques se rassemblent et se mobilisent pour contrer cette montée conservatrice et populiste qui renie les droits humains qui doivent être universels.

« *N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant.* » Simone de

Beauvoir